



**PRÉFÈTE
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de l'Aube et de la Haute-Marne
1 boulevard Jules Guesde
CS 70377
10026 Troyes

Chaumont, le 28/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BOULOGNE (Brousseval & Magneux)

24 route de Moeslains
52100 Saint-Dizier

Références :
Code AIOT : 0005700936

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/10/2024 dans l'établissement BOULOGNE (Brousseval & Magneux) implanté Brousseval : Le Milanet, Le cul rouge, Atigny, La Côte Rave, Côte du Rondet, Les Recouchants, Les Vallées, Fosse aux renards et Magneux : La Clavière 52130 Brousseval. L'inspection a été annoncée le 09/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'est tenue dans le cadre d'une action régionale relative au respect du tri des déchets et leur valorisation chez les producteurs de déchets.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BOULOGNE (Brousseval & Magneux)
- Brousseval : Le Milanet, Le cul rouge, Atigny, La Côte Rave, Côte du Rondet, Les Recouchants, Les Vallées, Fosse aux renards et Magneux La Clavière 52130 Brousseval
- Code AIOT : 0005700936
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les Ets CALIN possèdent plusieurs carrières de roches massives et alluvionnaires. Ils sont spécialisés également dans la fabrication de béton, développé à partir la production des matériaux issus de leurs propres carrières.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Tri à la source	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L.541-21-2	Sans objet
2	Priorité des modes de traitement des déchets	Code de l'environnement du 29/07/2020, article L.541-2-1	Sans objet
3	Traçabilité des déchets dangereux	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-45-I	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des Installations Classées constate que l'établissement Boulogne, sur le site de Brousseval, respecte l'ensemble des points contrôlés dans le cadre de la visite d'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Tri à la source

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/02/2020, article L.541-21-2
Thèmes : Risques chroniques, Tri à la source
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets doit mettre en place un tri des déchets à la source et, lorsque les déchets ne sont pas traités sur place, une collecte séparée de leurs déchets, notamment du papier, des métaux, des plastiques, du verre et du bois.</p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets de construction et de démolition met en place un tri des déchets à la source et, lorsque les déchets ne sont pas traités sur place, une collecte séparée des déchets, notamment pour le bois, les fractions minérales, le métal, le verre, le plastique et le plâtre. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection a constaté que les déchets issus des 5 flux (papier, métal, plastique, verre, bois) produits par l'établissement sont triés à la source.</p> <p>Chaque flux de déchets est stocké dans des contenants dédiés, poubelles ou bennes. Ces poubelles disposent de logos de couleurs différentes permettant d'identifier leur contenu. Les déchets ne sont pas traités sur place. Une vérification par échantillonnage des différentes poubelles de collecte présentes sur le site de la carrière a permis de confirmer que le tri des déchets était bien mis en place et respecté.</p> <p>La gestion des déchets a été présentée par l'exploitant pour les 5 flux :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les cartons et papiers sont placés dans des poubelles dédiées de 35 à 120 L ; • Les métaux sont placés dans des poubelles dédiées ; • Les plastiques sont placés dans des poubelles dédiées ; • Les déchets de verre sont collectés dans des poubelles dédiées puis déposés par l'exploitant dans des conteneurs mis à disposition dans les lieux publics ; • Les déchets de bois sont stockés dans une benne et collectés, à la demande de l'exploitant, par Marne Recyclage. <p>Les poubelles de cartons, papiers, plastiques et métaux sont transportées sur le site de l'entreprise Paul Calin à Saint-Dizier et vidées dans des conteneurs. Le ramassage des déchets est effectué par la commune. Les déchets ménagers, et DIB, sont également transportés sur le site de Saint-Dizier, dans une benne puis collectée par Veolia. Les factures mensuelles de décembre 2022 à août 2024 entre l'exploitant et l'entreprise Veolia Onyx Est, reprenant les éléments précédemment décrits, ont été transmises à l'inspection par mail du 23/10/2024.</p> <p>L'inspection constate le respect de la prescription.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Priorité des modes de traitement des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/07/2020, article L.541-2-1
Thèmes : Risques chroniques, traitement des déchets
Prescription contrôlée : <p>I.-Les producteurs de déchets, outre les mesures de prévention des déchets qu'ils prennent, et les détenteurs de déchets en organisent la gestion en respectant le principe de proximité et la hiérarchie des modes de traitement définis au II de l'article L. 541-1.</p> <p>L'ordre de priorité du mode de traitement peut notamment être modifié pour certains types de déchets si cela est prévu par un plan institué en application des articles L. 541-11-1, L. 541-13, L. 541-14 ou L. 541-14-1 couvrant le territoire où le déchet est produit.</p> <p>Cet ordre de priorité peut également être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques.</p> <p>La personne qui produit ou détient les déchets tient alors à la disposition de l'autorité compétente les justifications nécessaires.</p> <p>II.-Les producteurs ou les détenteurs de déchets ne peuvent éliminer ou faire éliminer dans des installations de stockage de déchets que des déchets ultimes. Est ultime au sens du présent article un déchet qui n'est plus susceptible d'être réutilisé ou valorisé dans les conditions techniques et économiques du moment, notamment par extraction de la part valorisable ou par réduction de son caractère polluant ou dangereux. Les producteurs ou les détenteurs de déchets ne peuvent éliminer ou faire éliminer leurs déchets dans des installations de stockage ou d'incinération de déchets que s'ils justifient qu'ils respectent les obligations de tri prescrites au présent chapitre. [...]</p>
Constats : <p>L'inspection constate que la méthode de tri des déchets et l'organisation mise en place par l'exploitant permet de respecter la hiérarchie des modes de traitement, avec une valorisation de la quasi-totalité des déchets.</p> <p>En effet, l'exploitant dispose de contrats avec différents professionnels pour valoriser ou éliminer ses déchets :</p> <ul style="list-style-type: none">• Le carton, le papier et le plastique, étant en quantités limitées, sont transportés sur le site de l'entreprise Paul Calin à Saint-Dizier puis ramassés par la commune ;• Certains métaux sont également collectés par la commune. La ferraille est collectée par Marne Recyclage pour être valorisée. L'attestation de valorisation du 02/09/2024 pour les déchets de 2023 a été transmise à l'inspection en amont de la visite. Elle indique que 12,280 t de déchets de métaux et ferraille seront valorisés.• Les déchets de bois sont également collectés par Marne Recyclage pour être valorisés. L'attestation de valorisation du 02/09/2024 pour les déchets de 2023 indique que 12,150 t de déchets de métaux et ferraille seront valorisés. <p>Cette attestation de valorisation fait également mention de 38,120 t de DIB. Après tri par Marne Recyclage, 8 t correspondaient à de la ferraille et le reste des déchets sera également valorisé. L'exploitant indique que la plupart de ces déchets correspondent aux bandes transporteuses en caoutchouc utilisées par les engins et peuvent donc suivre le même traitement que la valorisation des pneus.</p> <p>Le registre chronologique, tenu par l'exploitant, atteste également de cette valorisation avec le renseignement sur le traitement appliqué aux différents déchets.</p> <p>Dans l'ensemble, il a été constaté le respect du principe de proximité et de la hiérarchie des modes de traitement définis au II de l'article L. 541-1.</p> <p>L'inspection constate le respect de la prescription.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Traçabilité des déchets dangereux

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R 541-45-I
Thèmes : Risques chroniques, Déchets Dangereux – Trackdéchets (TD)
Prescription contrôlée : Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée "système de gestion des bordereaux de suivi de déchets". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. [...]
Constats : L'inspection constate que l'exploitant est inscrit sur Track Déchets depuis le 20/09/2022, et que l'outil est utilisé pour le suivi des déchets dangereux. Sur le site, les déchets dangereux sont exclusivement des huiles et sont stockées dans des conteneurs fermés. En 2023, l'exploitant a édité un bordereau de suivi de déchets dangereux (BSD-20231116-W3BTEV7A6 du 17/11/2023), concernant la revalorisation de 0,6 t estimés de filtres à huiles et à carburant, pour le site de Brousseval. L'exploitant indique posséder une convention annuelle avec l'entreprise CHIMIREC pour l'enlèvement des huiles usagées. Le contrat, renouvelé et signé le 18/09/2024, a été présenté à l'inspection le jour de la visite. L'inspection constate le respect de la prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thèmes : Risques chroniques, Déchets – Registre chronologique
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. a) Concernant la date de sortie de l'installation : – la date de l'expédition du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : – la dénomination usuelle du déchet – le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du Code de l'environnement ; – le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets – la quantité de déchet sortant en tonne ou en m ³ c) Origine du déchet : – l'adresse de l'établissement ; – l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; – la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, d) Concernant la gestion et le transport du déchet : – la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme e) Concernant la destination du déchet : – la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; – le code du traitement qui va être opéré dans l'installation – la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du Code de l'environnement(...)

Constats :

L'exploitant dispose d'une base de données de type Excel dédiée au suivi et à la gestion des déchets dangereux et non dangereux produits par l'entreprise sur ces différents sites. Elle a été présentée à l'inspection lors de la visite puis transmise dans un mail du 23 octobre 2024.

L'inspection a vérifié que ce registre était complet et présentait bien l'ensemble des informations requises par l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.

L'inspection constate le respect de la prescription.

Type de suites proposées : Sans suite